

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIDL

Parc Activités Actipôle de l'A2
59554 Sailly-Lez-Cambrai

Références : 2025-V1-437
Code AIOT : 0007004604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement LIDL implanté Parc Activités Actipôle de l'A2 59554 Sailly-lez-Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL
- Parc Activités Actipôle de l'A2 59554 Sailly-lez-Cambrai
- Code AIOT : 0007004604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt logistique est situé sur les communes de SAILLY-LEZ-CAMBRAI et SANCOURT dans le

département du Nord (59), au sein de l'Actipôle A2. L'environnement immédiat est composé de bâtiments à usage d'activités industrielles, artisanales, de bureaux et de services comportant ou non des installations classées.

Les habitations les plus proches sont situées à environ 800 m au Nord-Ouest et 700 m au Sud-Ouest du site.

Le site, qui occupe une surface de 102972 m², exploité par LIDL est un entrepôt de volume disponible maximal de 410 000 m³ pouvant stocker une quantité maximale de 22 000 tonnes de matières combustibles.

L'entrepôt, avant extension, était constitué de cellules de stockage et d'un pool palettes et est organisé de la manière suivante :

- 7 cellules de stockage de surface inférieures à 6 000 m² dont 1 cellule de 5 999 m² à température ambiante, 4 cellules de 5957 m² à température ambiante, 1 cellule de 4 657 m² en froid positif et une chambre froide isolée de 1 567 m² (froid négatif) ;
- 1 pool de palettes;
- 1 local de charge de 837 m² en façade Est.

Le site est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 mars 2010, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 21 avril 2020.

Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 08 décembre 2021 vient encadrer l'extension du site qui a consisté en :

- l'ajout d'une chambre froide négative aménagée pour le stockage de produits alimentaires (cellule 8) et l'implantation d'une salle des machines pour les installations de production de froid de cette extension,
- l'ajout de 5 portes de quais au niveau de la nouvelle zone de quais +2°C ainsi créée,
- l'ajout d'un local de pause.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des effluents	AP de Mise en Demeure du 18/10/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Détection automatique d'incendie	AP de Mise en Demeure du 18/10/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a réalisé les travaux de séparation des réseaux d'eaux pluviales au niveau de l'extension et a bien réalisé la vérification semestrielle réglementaire de la détection incendie. **Ces constats permettent donc de proposer l'abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 18/10/2024.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/10/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <u>APC du 13/03/2010 - Article 4.3.1</u> L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents visées à l'article 4.3.5. <u>APC du 13/03/2010 - Article 4.3.5.1. Identification des effluents</u> Les différents effluents issus de l'installation sont : <ul style="list-style-type: none">• rejet n° 1 : les eaux pluviales de toitures non susceptibles d'être polluées,• rejet n° 2 : les eaux pluviales issues des voiries légères et des voiries lourdes susceptibles d'être polluées• rejet n° 3 : les eaux vannes domestiques (eaux vannes des sanitaires, lavabos, douches, nettoyage des sols de l'entrepôt...);
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le plan de récolement des travaux, ainsi qu'une attestation de réception des travaux réalisés par Eiffage datée du 05 décembre 2025 : Conformément à l'APMD, les eaux pluviales de l'extension ont été collectées séparément des eaux pluviales de voiries. Des descentes ont été créées au nord et au sud de la cellule 8 pour la collecte des eaux pluviales de toiture. Par ailleurs, deux vannes motorisées ont été mises en place pour le confinement des eaux d'extinction incendie; celles-ci sont asservies au SSI. Le fonctionnement est donc le suivant : - en situation non accidentelle, <ul style="list-style-type: none">• les eaux pluviales de toiture de l'extension sont collectées et rejoignent les eaux pluviales de toiture de l'existant, qui rejoignent ensuite le réseau communal;• les eaux pluviales de voiries qui transitent par le bassin de confinement sont pompées en continu par une pompe de relevage. Elles transitent alors par un deuxième séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau existant ;• Les eaux pluviales de ruissellement de l'aire de dépotage sont collectées par une bouche d'égout et traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le collecteur EP principal. En cas d'incendie, <ul style="list-style-type: none">• la vanne motorisée au nord de la cellule 8 se ferme et les eaux pluviales sont dirigées vers

<p>le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> la vanne motorisée au sud de la cellule 8 se ferme et les eaux pluviales sont dirigées vers le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie ; la vanne motorisée en sortie du bassin de confinement se ferme également. <p>L'exploitant a transmis le procès-verbal de réception des vannes motorisées, daté du 28/11/2025 ainsi que l'attestation de travaux de raccordement des vannes.</p> <p>Ces nouvelles dispositions permettent de répondre aux exigences réglementaires. La mise en demeure sur ce point est donc soldée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/10/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/05/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>L'exploitant inclut dans le dossier prévu à l'article 2.6 du présent arrêté les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection La cellule 7 est équipée d'un système de détection haute sensibilité, relié au Système de Sécurité Incendie existant de l'entrepôt avec transmission de l'alarme à une société de télésurveillance extérieure. Un document synthétique précisant les conditions de validité de ce système est mis en œuvre à la mise en service de l'extension. Les détecteurs d'incendie doivent déclencher une alarme sonore et visuelle au niveau des cellules et dont le report est réalisé au poste de gardiennage ou au dispositif de télésurveillance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les derniers rapports de vérification semestrielle de détection incendie :</p>

- Le rapport de vérification du 28/07/2025 : celui-ci met en évidence des observations qui ont été levées pour la majorité avant la vérification suivante ;
- Le rapport de vérification du 24/11/2025 qui fait état d'observations mineures.

Lors de la visite terrain, il a été constaté que le détecteur incendie de la nouvelle cellule froid qui avait été mis hors service à cause de déclenchements intempestifs a bien été remis en service.

Ces constats permettent de lever la mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure